

## TABLE RONDE N°1

### **TRAVAIL JOURNALISTIQUE ET MOUVEMENT SOCIAUX : ANALYSE D'UNE CO-PRODUCTION MÉDIATIQUE. L'EXEMPLE DU MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE EN FRANCE<sup>1</sup>.**

Sandrine LÉVÊQUE, Université Paris I, Centre de recherches politiques de la Sorbonne.

L'analyse du traitement médiatique des mouvements sociaux – et plus particulièrement des mouvements altermondialistes – semble aujourd'hui être dominée par la rhétorique des biais médiatiques. Or, cette rhétorique constitue le fondement d'une critique des médias d'autant plus diffusée qu'elle est partagée par des mondes sociaux différents, que sont ceux de la recherche et du militantisme.

Le premier espace dans lequel s'est développé une réflexion sur les distorsions que faisaient subir aux mouvements sociaux leur traitement médiatique, est le monde académique. La presse représente dans les travaux sur les mouvements sociaux une source très importante, voire dans certains cas la source principale d'analyse (FILLIEULE 2003). Il est dès lors apparu important de s'interroger sur les conditions de production de ces sources, et sur les distorsions qu'elles font subir aux événements qu'elles permettent d'observer (MUELLER 1997). Aujourd'hui, si les sources de presse sont encore utilisées sans qu'une analyse ne soit engagée sur leurs conditions de production (DUYVENDAK, 1994), nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les distorsions pouvant biaiser les informations ainsi recueillies, que ce soit pour comprendre la focalisation sur certains mouvements ou au contraire, l'absence de traitement de certaines protestations (RUCHT 1992 et FILLIEULE 1996). Une réflexion de ce type a en particulier été développée par Snyder et Kelly (SNYDER, KELLY 1997) qui proposent un modèle pour évaluer les biais et donc la pertinence des sources de presse dans l'analyse globale des mouvements sociaux.

Si l'analyse en terme de biais a constitué le fondement d'une critique de médias, celle-ci ne s'est cependant réellement déployée qu'en passant dans l'espace militant. Si la majeure partie des auteurs s'accorde pour dire que les médias constituent un enjeu pour les mouvements sociaux (LIPSKY 1968, CHAMPAGNE 1982, NEVEU 1999), la position du mouvement altermondialiste présente de ce point de vue une particularité, voire une ambiguïté. En effet, comme nous l'avons montré (LEVEQUE 2005) et comme c'est désormais le cas pour nombres d'organisations, les acteurs de ce mouvement déploient en direction des médias une véritable stratégie de communication. Il suffit pour s'en convaincre d'étudier les dispositifs mis en place durant une manifestation comme le FSE (service de presse semi-professionnalisé, *médias-center*, etc.). Au-delà, durant certains contre-sommets, les

---

<sup>1</sup> - Une première version provisoire de ce papier a été présentée, sous forme de communication orale, en anglais, lors de la rencontre ACI « Terrains, techniques, théories : le mouvement altermondialiste en France » à Lausanne, le 1/2 avril 2005. Merci à ceux qui ont discuté ce papier durant ces rencontres. Merci aussi à Eric Lagneau et Cyril Lemieux pour leurs remarques et les pistes de réflexions qu'ils m'ont suggérées.

manifestants instrumentalisent les médias notamment dans les confrontations avec la police. C'est au cri de « The Whole World is Watching us » que les manifestants filmés par des caméras de télévision<sup>2</sup> résistent par exemple aux forces de l'ordre lors du blocage non violent de Prague en septembre 2000.

Dans le même temps et comme l'ont montré Dominique Cardon et Fabien Granjeon, la critique médiatique (2003, 2005) constitue aujourd'hui l'un des axes structurant « d'un » discours altermondialiste. Ce type de critiques se déploie dans les médias alternatifs (notamment les sites Internet) mais aussi dans des instances spécialisées de production d'un discours critique sur les médias. C'est le cas en France d'une association comme ACRIMED et de l'observatoire français des médias (OFM), créée le 24 septembre 2003 sur le modèle d'un observatoire mondial des médias lancé en janvier 2003 à Porto Alegre. Il faudrait ajouter qu'au-delà des discours, certains médias participent en France à la structuration du mouvement de protestation contre la mondialisation : c'est le cas du *Monde Diplomatique* (SZCZEPANSKY 2005) mais aussi de *Témoignage Chrétien* ou de *Politis*. La critique médiatique semble ainsi pouvoir réunir des acteurs aux profils sociaux et militants extrêmement différents et représente ainsi, au-delà de leurs différences, un axe possible de rencontre et de discussion entre acteurs hétérogènes (un « jeune ingénieur féru d'informatique animateur d'un site alternatif et un universitaire spécialiste de l'école de Francfort et d'Herbert Marcuse). Quelles que soient leurs différences d'approche, les mondes académique et militant se retrouvent alors pour dénoncer les journalistes et le mode de traitement qu'ils font subir aux mouvements sociaux autour d'un discours centré sur les biais induits par le traitement médiatique du réel.

Dans le monde académique, cette critique est ancienne<sup>3</sup>. Elle s'incarne aussi bien dans les travaux de T. Gitlin aux Etats-unis (1980), que de ceux du *Glasgow group* en Grande-Bretagne (1980, 1990) ou des réflexions de Pierre Bourdieu au moment du mouvement de décembre 1995 et publiées entre autres dans le *Monde Diplomatique* (1996 a). Il est à ce titre très difficile de distinguer ce qui, dans ce domaine, relève de l'académisme et du militantisme. Les critiques actuels les plus violents des médias en France, comme PLPL par exemple, se revendiquent largement des écrits de Pierre Bourdieu sur les journalistes et la télévision (1996 b). Une association comme ACRIMED est en particulier un lieu de rencontre entre professionnels du journalisme, militants, universitaires et chercheurs et l'observatoire français des médias<sup>4</sup> est « dirigé » par l'un spécialiste français du système médiatique : Armand Mattelart, professeurs à Paris 8.

Ces discours critiques sur l'activité médiatique sont construits autour de plusieurs arguments explicatifs des « défauts » du travail journalistique. Si l'on laisse de côté ici les biais tenants

---

<sup>2</sup> - C'est notamment ce que montre le documentaire de Pierre Hodgson et Marie Cuisset « Pour un autre monde » diffusé le 5 septembre 2001 sur France 3.

<sup>3</sup> Pour une revue récente de la littérature en terme de « biais » on se reportera à l'article de Stephanie CRAFT et Wayne WANTA (2004) sur l'influence des femmes dans la construction de l'agenda médiatique.

<sup>4</sup> Le comité fondateur de l'OFM comprend trois collègues :

- celui des « professionnels » à la fois personnes physiques comme Serge Halimi, Ignacio Ramonet, Pierre Péan ou Jean Claude Guillebaud et personnes morales comme l'association des femmes journalistes ou le SNJ.

- celui des « chercheurs et universitaires » comme Philippe Breton, Armand et Michèle Mattelart, Bernard Miège, Pierre Musso, ou Dominique Wolton

- et enfin celui des usagers de l'information, là encore personnes physiques ou morales telles que ACRIMED (Action-Critique-Médias), Les Amis du *Monde Diplomatique*, Les Pénélopes, Les Pieds dans le PAF, Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) ou à titre individuel Christophe Ventura (membre d'Attac).

aux caractéristiques propres des événements pour se concentrer sur ceux provenant plus spécialement du pôle médiatique on distingue en effet deux formes de biais qui sont communément dénoncés<sup>5</sup>.

Il s'agit d'abord de décrire des biais liés à l'organisation du travail journalistique, et plus précisément à l'insertion des journalistes dans un processus de travail. Le rapport aux sources, la hiérarchie de l'information, les contraintes de temps sont autant d'éléments qui permettent d'expliquer la couverture médiatique des mouvements sociaux. Ces analyses sont celles qui relèvent davantage de la sociologie des médias que de la sociologie des mouvements sociaux et qui empruntent aux travaux classiques de cette discipline, tels ceux de Tuchman (sur la distinction entre « hard news » et « soft news » par exemple) ou ceux sur les sources d'information (HALL et alii 1978, DERVILLE 1997). Dans ce cadre, c'est l'environnement, le système d'interactions dans lequel sont insérés les journalistes, qui influence leur mode de traitement de l'information (GANS 1980). Ces biais sont des biais que l'on qualifiera « d'organisationnels »<sup>6</sup>.

Les seconds types de biais sont des biais plus « structurels ». Illustrés par exemple par l'intervention de Serge Halimi et de Pierre Rimbert sur « Identité d'Attac et rapports médias »<sup>7</sup>, ils sont eux aussi de deux ordres. Il s'agit d'un côté de dénoncer les biais liés à l'insertion de l'entreprise de presse dans un environnement spécifique. Les facteurs idéologiques, la conjoncture politique (OLIVER/MANEY 2000), les spécificités nationales (BEYELER/HUBSCHER 2003), ou les liens des entreprises de presse au capitalisme expliquent ainsi le traitement par les journaux des mouvements sociaux. Dans ce cadre, les biais conduisent à une attitude défavorable à l'égard des protestataires : liés au capitalisme, et donc à l'ordre social, pris par les connivences aux sources officielles, les principaux journaux renforcent l'idéologie dominante et leurs discours déprécient forcément le message des organisations animatrices des mouvements sociaux ou les réduisent au silence sous peine d'être exclues du jeu médiatique. C'est ce que suggèrent par exemple, Serge Halimi et Pierre Rimbert :

« Les médias appartiennent aux plus puissantes multinationales de la planète : Microsoft, Vivendi, AOL, General Electric, Mediaset, Bertelsmann etc ... Pourtant ceux qui contestent le pouvoir des multinationales se trouvent comme frappés d'amnésie sur la question de la propriété des médias dès qu'une filiale de ces multinationales les convie dans un entretien. Au lieu d'effectuer un salutaire travail d'éducation populaire à propos d'un secteur qui pèse davantage en bourse que l'automobile, ils « jouent le jeu », répondant aux questions d'un porte-parole officiel du groupe Lagardère comme s'il était exclusivement un journaliste, et à ce titre exprimait réellement la question que "les gens" se posent »<sup>8</sup>

---

<sup>5</sup> Dominique Cardon et Fabien Granjeon (2003) isolent « deux directions différentes dans les critiques que le mouvement altermondialiste adresse aux médias » (...) une critique qu'ils désignent comme « anti-hégémonique » qui « s'attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des « appareil idéologiques de la globalisation que sont les médias et appelle à la création d'un « contre pouvoir critique » et une « critique perspectivisme » « d'inspiration libertaire » qui « refuse l'accaparement de la parole par les professionnels, les porte-parole et les expert ». Les biais que nous avons repérés s'inscrivent principalement on l'aura compris dans la critique « anti-hégémonique » puisqu'il s'agit d'interroger ici le rapport des mouvements sociaux aux médias « mainstream » sans forcément poser la question d'une alternative.

<sup>6</sup> Sur une tentative de neutraliser les biais organisationnels (en particulier les routines journalistiques) et de mesurer dans le même temps le poids des biais structurels (et notamment de la variable « genre ») dans la production de l'information, on se reportera à l'article d'Aliza LAVIE et de Sam LEHMAN WILZIG (2003) sur le traitement médiatique comparée de l'information dans sept quotidien Israéliens.

<sup>7</sup> Serge Halimi, Pierre Rimbert, Identité d'Attac et rapport aux médias, <http://www.france.attac.org/i1879>, 17 mars 2003

<sup>8</sup> Ibid

D'autres biais sont liés aux journalistes eux-mêmes. Depuis les études sur le *gate keeper*, on considère ainsi que la sélection des nouvelles et leur traitement dépend des choix des journalistes qui sont guidés par leurs propriétés sociales ou là encore par leurs orientations idéologiques (NIVEN 2003). Que ces choix soient explicites ou, pire, intériorisés et ignorés par les journalistes eux-mêmes<sup>9</sup>, la couverture des mouvements sociaux est là encore forcément biaisée par les affinités électives qu'entretiennent journalistes et mouvements sociaux traités (MARCHETTI 1996) ou par la répulsion à leur égard.

Dit autrement, et si l'on suit la typologie des fautes journalistiques telle qu'elle est établie par Cyril Lemieux (2000), les médias en général et les journalistes en particulier sont accusés de parti-pris, de collusion, de partialité - « conscients » ou inconscients (c'est plutôt l'approche structurelle) ou de suivisme, de sensationnalisme, de superficialisme (c'est plutôt l'approche organisationnelle). Pour ce qui est du premier groupe de critique, il s'agit de dire que les médias favorisent les discours « opposés » aux mouvements sociaux, soit par parti-pris idéologique soit par inconscient social. Pour ce qui est du second « groupe de critique », c'est l'organisation du travail journalistique depuis la formation qu'ils ont reçue jusqu'à la division du travail au sein des rédactions qui interdit aux journalistes de faire correctement leur travail (les journalistes pouvant d'ailleurs être les premières victimes de ces conditions de travail et de leur précarisation (ACCARDO et alii 1998)). Dans un article déjà ancien sur le traitement médiatique des gangs, Martin Sanchez-Jankoski (1994) passe ainsi en revue les différents éléments qui « contraignent » le travail journalistique tels que : la nécessité de faire des profits, le poids de la hiérarchie, l'attrait du spectaculaire, et même la formation des journalistes. Ces analyses en terme de « biais » qui semblent dominer aujourd'hui l'analyse du traitement médiatique des mouvements sociaux, et rejoignent en grande partie les discours que les mouvements sociaux produisent sur le traitement médiatique dont ils s'estiment victimes, amènent plusieurs remarques. Elle induit d'abord qu'il existerait une « réalité » des mouvements sociaux, pré-existante au traitement par les médias et dont il serait possible de fixer les contours. Cette réalité se résumerait aux stratégies de « cadrage » des revendications et de l'image de la protestation mises en œuvre par les protestataires. Un traitement « non biaisé » des mouvements sociaux serait alors un traitement qui rendrait intégralement compte des images que souhaitent faire passer les acteurs du mouvement sur eux-même. Or, et sans être spécialiste des mouvements sociaux, n'est-il pas naïf de considérer que les mouvements sociaux s'expriment d'une seule voix et qu'il est possible de déterminer une « bonne » image de ceux-ci, c'est-à-dire une image qui conviennent à tous les protagonistes de la protestation ? On voit par exemple à propos du FSE que les critiques qui sont adressées à la couverture médiatique de l'événement sont loin d'être univoques ce qui montre si besoin est qu'il est difficile de déterminer ce qu'est un « bon » traitement médiatique d'un événement, y compris du point de vue du mouvement social qui le « subit ». Cette difficulté reflète, sans doute, la pluralité des significations attribuées par les acteurs à ce qu'est l'événement qu'ils sont en train de vivre.

Le cadrage des mouvements sociaux est donc un enjeu de lutte et constitue une réalité complexe co-construite par différentes catégories d'acteurs. Si les médias jouent indéniablement un rôle important, il serait cependant trompeur de penser qu'ils agissent comme une simple loupe déformant une « réalité » homogène et objectivement descriptible. Cette représentation du travail médiatique révèle une conception extrêmement naturaliste de

---

<sup>9</sup> Ainsi, écrivent Serge Halimi et Pierre Rimbert « Majoritairement issus des classes instruites, souvent passés par des écoles qui leur ont inculqué une sociabilité bourgeoise, les journalistes dominants recherchent des interlocuteurs qui leur ressemblent : d'apparence cultivés, ouverts, polyglottes etc. Ce biais n'est pas conscient : ils jugent spontanément « meilleur » , plus intéressant, plus percutant, qui s'exprimera avec leurs mots et leur système de référence » (C'est nous qui soulignons) Ibid.

l'information qui consiste à penser qu'un phénomène existe objectivement et que les journalistes le traitent en introduisant des biais. En ce sens, se focaliser sur le travail symbolique mené par les médias ne doit pas conduire à laisser dans l'ombre les processus interprétatifs conflictuels et contradictoires menés par les porte-parole des différentes organisations, les adversaires du mouvement, les politiques, etc. et donc à ignorer la pluralité des sens pris par l'événement protestataire y compris dans les différents médias.

Cette analyse en terme de « biais » pré-suppose ensuite – avec des nuances qu'il est difficile d'explicitier ici – que les médias agissent comme « un seul homme ». On parle ainsi des médias en général sans parfois même distinguer les « genres » journalistiques (c'est surtout vrai pour les critiques provenant des mouvements sociaux eux-mêmes).

Plus encore, tout se passe souvent comme si les rédactions agissaient comme des entités autonomes, comme s'il existait une ligne éditoriale intangible qui décide, une fois pour toutes, du mode de traitement médiatique de tel ou tel conflit ou mouvement social. Cette forme de critique a deux prolongements contradictoires : d'un côté, elle fait la part belle au mythe du journaliste travailleur intellectuel, individualisé et producteur en pleine conscience d'une opinion « éclairée » par la pure raison ou la stratégie (c'est surtout vrai pour ceux qui sont placés au plus haut de la hiérarchie et qui définissent la « fameuse » ligne éditoriale) ; d'un autre côté, et cela vaut surtout pour les journalistes ordinaires qui peuvent dans ce cadre être considérés comme des marionnettes dominées par le système ou par leur inconscient social.

Enfin, cette analyse accorde une place prépondérante aux médias en induisant l'idée que le discours journalistique a des effets sur la réalité sociale. Cette question des effets est une extrêmement complexe (LE GRIGNOU 2003 ; GERSTLE 2004). Et si les questionnements foisonnent sur le problème de l'influence réciproque des agendas médiatiques, politiques, de l'opinion publique (GAMSON, MODIGLIANI 1989), subsistent dans ce domaine de nombreuses interrogations : sur qui s'exerce l'influence (sur les organisations, les militants, les publics « potentiels », les élites politiques », le « grand public ») ? Quels sont les sens de cette influence (quelle place relative pour les effets « *underdog* » et « *bandwagon* » ; par exemple : présenter négativement un mouvement social suscitent-ils simplement de l'hostilité à son égard ou cela peut-il générer des effets de sympathie) ? Comment intégrer les usages différenciés des produits médiatiques par les différents acteurs des mouvements sociaux (tous réagissent-ils et comprennent-ils de la même manière ces productions médiatiques) ? Alors que la question des effets reste -on le comprend- largement ouverte, il s'agit pourtant d'un argument implicite et peu questionné présent dans la plupart des analyses critiques des biais médiatiques. Cette critique médiatique est d'ailleurs l'argument le mieux reçu par les journalistes eux-mêmes, car il leur attribue justement un fort pouvoir d'influence.

Le but de ce papier est de tester la portée des analyses en termes de biais à partir d'un exemple empirique concret : le traitement médiatique de l'altermondialisme. Il ne s'agit pas ici de rejeter en bloc toute idée de critiquer les médias ou d'abandonner les perspectives de recherche qui cherchent à analyser le (dys-)fonctionnement du système médiatique et du coup à en pointer les limites. Il s'agit plutôt de déplacer le regard sur le travail journalistique lui-même, en essayant de comprendre le cadre, les logiques et les contraintes susceptibles d'éclairer les conditions de production de la « réalité médiatique » des mouvements sociaux, sans être obnubilé par la question de biais et de leurs effets néfastes. Le questionnement sur les biais médiatiques est donc en quelque sorte déplacé, puisqu'il ne s'agit plus, comme le suggère Cyril Lemieux, de reprocher aux journalistes de transformer la réalité (ce qu'ils font indéniablement) mais de la transformer en ne respectant pas certaines règles d'excellence professionnelle et notamment les règles de distanciation qui fondent leur autorité (Lemieux

2005). Pour cela, nous partirons de deux propositions critiques communément formulées à l'égard des médias lorsqu'il s'agit de juger de la façon dont ils traitent des mouvements sociaux :

La première est celle de la conspiration du silence. Il s'agit effectivement de tester la portée de deux critiques principales formulées à propos du traitement médiatique de l'altermondialisme : la question de l'absence de traitement, celle plus complexe de la prépondérance de certains médias dans la construction (ou la non-construction) de l'événement.

La seconde est celle de l'évaluation négative. Il s'agit alors de discuter de l'idée selon laquelle, les médias donnent une « mauvaise » image du mouvement. Après avoir souligner la contingence des critères d'évaluation, nous déplacerons notre questionnement vers les prises que choisissent les journalistes pour traiter du mouvement altermondialiste. De manière plus précise, on s'interrogera sur les objets et les thèmes qui sont le plus communément associés à l'altermondialisme dans les journaux, aux angles et formats retenus pour décrire ce mouvement.

Pour ce faire, nous nous appuyerons sur les matériaux recueillis à l'occasion du FSE (entretien avec des journalistes et revue de presse principalement), sur des tests quantitatifs réalisés à partir des sites Internet de cinq quotidiens français et qui, sans permettre de conclusion définitive, ouvrent certaines pistes de discussion ainsi que sur une revue de presse établie par nous à partir des versions papiers des principaux quotidiens et magazines français paru entre le 15 janvier et le 1<sup>er</sup> Février 2005<sup>10</sup>.

## LA « CONSPIRATION DU SILENCE » OU QUI DÉCIDE DE CE QUI FAIT L'ÉVÉNEMENT?

Le mouvement altermondialiste est-il « négligé » par les médias ? En parle-t-on assez ? La réponse le plus souvent apporté par la critique médiatique est celle d'un « déficit » de traitement des questions liés aux mouvements sociaux. Cette critique récurrente n'est pas propre au traitement médiatique du mouvement altermondialiste mais englobe l'ensemble des questions « sociale » que les médias négligeraient pour deux types principaux de raisons : des raisons idéologiques et politiques (les journalistes seraient favorables au néo-libéralisme) et des raisons « d'inconscient social » (les journalistes seraient tous des bourgeois)<sup>11</sup>.

*La conspiration du silence : quelque exemple de critiques adressées au média (sur le site ACRIMED)*

1) « Forum 2003 : L'information sous perfusion ? »

Le droit à l'information, s'agissant du Forum social Européen se confond jusqu'au 9 novembre inclus, avec le droit à une information raréfiée, voire inexistante, pour la plupart des lecteurs de la presse quotidienne. [...]

---

<sup>10</sup> Nous avons dépouillé l'ensemble des journaux sur une période de 15 jours soit pour les quotidiens (du 20 janvier au 2 février), soit pour les quotidiens : *Libération, le Monde, Le Figaro, Les Echos, L'humanité, La Tribune, Le Parisien*, pour les magazines : *Politis, La vie, Témoignage Chrétien, Marianne, Le Nouvel Observateur, L'express, Le point, Les Inrockuptibles, Télérama*..

<sup>11</sup> Sur ce mode de critique on se reportera par exemple à l'article Gille Balbastre et Pierre Rimbart, « Les médias, gardien de l'ordre social », *Le Monde Diplomatique*, Mai 2003 ou à propos du mouvement de décembre 1995, l'article de Gille Balbastre et Joelle Stechel, « Le monde du travail interdit de télévision », *Le Monde Diplomatique*, Juin 1996.

2) Forum 2003 : France 2 Réinvente le service minimum  
Les journaux de F2 ont très peu traité le Forum social Européen ...

3) Forum 2003 : Ouest France humanise la fatalité

Information minimaliste et leçon de résignation

Les journalistes de la rédaction parisienne de Ouest France ont peu usé leurs chaussures en arpentant les différents sites où se tenaient les débats du FSE ...

La question du succès médiatique d'un sujet implique une réflexion sur les indicateurs de ce « succès » qu'il est en effet difficile de construire et d'évaluer. Dans ce domaine, la plus extrême prudence est de mise. Parmi les indicateurs les moins polémiques celui qui consiste à mesurer si le thème « s'affiche » ou non dans les médias peut être dans un premier temps mobilisé. Interroger les bases de données des sites Internet de cinq quotidiens français *Le Monde*, *Libération*, *Aujourd'hui Le Parisien*, *les Echos* et *Le Figaro* donne ainsi une première indication de la visibilité du terme – et donc du thème- de l'altermondialisme dans les médias. Ainsi, le nombre d'articles comportant les mots « altermondialisation », « altermondialisme » ou « altermondialistes » sur l'année 2003 et sur ces cinq quotidiens est de 911. Ce chiffre est sur la base de données des journaux, TV de l'INA, les sujets comportant ces termes dans les journaux des principales chaînes généralistes est de 166.

Il ne s'agit pas de dire, sans examen plus approfondi, que tous les articles en question ou tous les sujets concernent de manière exclusive le mouvement altermondialiste, et qu'en plus ils en parlent de façon « positive » mais simplement de constater que ce vocabulaire est largement présent dans les colonnes des quotidiens nationaux français et dans les journaux télévisés des principales chaînes nationales. Ce chiffre n'exclut d'ailleurs pas la possibilité que d'autres articles – ou d'autres sujets TV - dont on pourrait considérer qu'ils parlent du mouvement altermondialiste soient exclus de ce comptage car ils n'emploient justement pas ce vocabulaire. On l'aura compris, l'usage des bases de données électroniques implique des précautions méthodologiques importantes. Elles doivent être prises pour ce qu'elles sont : des indicateurs de la reconnaissance du thème dans les médias. Il s'agit alors simplement de dire ici, que ce terme « inventé » par certains acteurs du mouvement pour s'auto-désigner fait désormais partie du vocabulaire journalistique.

Ce chiffre absolu reste cependant peu parlant si on ne le compare pas à d'autres données<sup>12</sup>. De ce point de vue – et là encore sans être dupe des limites méthodologiques de cette comparaison – le travail de Phillipe Juhem (1999) sur SOS Racisme nous fournit un élément de comparaison. Réalisé sur 7 quotidiens, et 3 hebdomadaires français, le comptage des articles portant sur l'organisation anti-raciste en 1985 (soit au « faite » de son succès) dénombre 398 articles soit près de deux fois moins d'articles pour plus de deux fois plus de journaux. Un test réalisé sur le terme ATTAC dans seulement trois quotidiens (*Le Monde*, *Libération* et *Le Parisien*) et pour l'année 2003 montre que l'organisation « phare » de l'altermondialisme est mentionnée par 512 articles. Ces décomptes sont sans aucun doute contestables et ne permettent pas en l'état de conclure au succès ou à l'échec médiatique du mouvement « altermondialiste ». Ils indiquent simplement que ce thème s'est imposé dans le paysage médiatique français et qu'aujourd'hui, il va de soi qu'il peut être employé par les médias et que le sujet intéresse certains journalistes et certaines rédactions.

---

<sup>12</sup> La encore la comparaison est hasardeuse, mais nous pouvons noter, pour amener une preuve supplémentaire de l'usage courant du terme « altermondialiste », « altermondialisme » ou altermondialisation dans les journaux que pour l'année 2003 et dans le Monde, un terme pourtant largement utilisé pour décrire les luttes politiques « routinisées » comme le terme « écologiste » ou « écologisme » est utilisé seulement deux fois plus (soit 773 fois).

Les indicateurs « quantitatifs » sont, on le voit, difficiles à manier. D'autres indicateurs –eux aussi problématiques pourraient être avancés dans un registre plus « matériel » comme le nombre de journalistes mobilisés, ou dans un registre plus symbolique, comme le nombre de « unes » accordées à l'événement ou celui du nombre d'éditoriaux qu'il suscite. Ainsi, dans un contexte où les logiques éditoriales et d'excellence journalistique se trouvent confrontées au coût de l'information et au « réalisme économique », l'envoi d'un journaliste sur le lieu de l'événement peut ainsi être retenu comme un indicateur de « l'importance » qu'on y accorde. Il ne s'agit pas de rapporter uniquement l'intérêt rédactionnel aux intérêts économiques mais d'intégrer la contrainte économique comme facteur parmi d'autres favorisant ou non le traitement d'un événement. La proximité géographique des villes de banlieues des rédactions parisiennes est certainement une des conditions de possibilité du « succès » du Forum social Européen. En 2005, et alors que les pressions « économiques » se font de plus en plus fortes sur les grands reporters, *le Figaro*, *Le Monde*, *La Croix*, *Libération*, *L'Humanité*, *Les Echos* ont envoyé, chacun un ou deux journalistes à Porto Alegre<sup>13</sup>. Cette mobilisation « relativement » importante de moyen nous renseigne ainsi sur l'intérêt porté à la réunion altermondialiste ou du moins donne à penser que les arguments d'ordre « journalistiques » ont été plus fort que les arguments « économiques » (du type, c'est trop cher d'envoyer un journaliste à Porto Alegre) ou de management (« On a besoin de toi ici, pour autre chose »). Ainsi sans être exclusif, les arguments « économiques » sont largement « imbriqués » dans d'autres types d'arguments qui conduiront ou non à l'envoi d'un journaliste sur l'événement :

1) Porto Alegre, je l'ai fait en Janvier 2002 j'y suis allée parce qu'il y avait la campagne des présidentielles en France et que tous les politiques français se succédaient à Porto Alegre cette année là, tous les candidats à part Chirac et Jospin mais Hollande était là se sont montrés à Porto Alegre et donc il y avait une vraie dimension politique donc c'est comme ça que j'ai pu réussir à convaincre ma rédaction ma direction de me payer le voyage à Porto Alegre parce qu'il y a aussi des problèmes financiers qui font qu'il faut motiver le déplacement ... parce que ça ne va pas de soi. (...)

(Plus loin dans l'entretien)

Q : Et vous êtes allée aussi à Florence et à Bombay

A Bombay j'y suis pas allée parce qu'ils n'ont pas voulu payer le déplacement non c'était loin ça ne parlait pas il y avait eu le FSE la même année et qui n'avait été un succès extraordinaire et pis en plus ça tombé très mal parce que c'était fin janvier soit deux mois avant les régionales et nous on été déjà totalement polarisé sur les régionales à ce moment là ... (Journaliste au Parisien)

2) Pour Mumbay j'ai dit deux ou trois fois j'aimerais bien y aller mais j'ai senti qu'ils ne comptaient pas envoyé trois personnes (ie, le journaliste de l'international et le correspondant en Inde) Après c'est aussi en terme de réalisme sur le fonctionnement du journal (Journaliste au Figaro)

3) Q : Vous êtes allé à Seattle par exemple ?

Non non Seattle on l'a fait couvrir parce que ... là pour le coup ça coûte du fric c'est un déplacement ... on l'a fait couvrir vue qu'on avait trois correspondants sur place quand même on l'a fait couvrir par les correspondants sur place ... (Journaliste au Monde)

D'un point de vue plus symbolique, l'analyse qui consiste à repérer si les événements dont on parle font ou non la une, font ou non l'objet d'éditoriaux confirme l'intérêt porté à cet événement. S'agissant des une, l'ouverture du Forum social de Porto Alegre a fait la une des principaux quotidiens français, associé nous y reviendrons au Forum économique de Davos.

*Les unes ou « appels de une » des journaux français sur Porto Alegre 2005 :*

---

<sup>13</sup> - Furent envoyés à Porto Alegre, Christian Losson et Judith Rueff pour *Libération*, Jean Louis Validire pour *Le Figaro*, Anne Bauer et Thierry Ogier pour *Les Echos*, Paulo A. Paranagua pour *le Monde*, Bernard Duraud et Thomas le Mahieu pour *l'Humanité*, et Pierre Cochez pour *la Croix*.



22/01/05 : LA CROIX Alors que s'ouvre mercredi à Porto Alegre, le troisième FSM : Le Brésil de Lula ...  
 Deux ans après la désillusion  
 26/01/05 : LIBERATION Forum de Davos et de Porto Alegre : Les riches découvrent les pauvres  
 26/01/05 : LE MONDE Entre Davos et Porto Alegre, des champs communs possibles  
 26/01/05 : LES ECHOS De Davos à Porto Alegre, la quête d'un nouveau monde  
 26/01/01 : L'HUMANITE : Porto Alegre  
 27/01/05 : LE FIGARO Les altermondialistes s'essoufflent  
 27/01/2005 : TEMOIGNAGES CHRETIEN : Porto Alegre : Les altermondialistes ont-ils convaincu ?  
 27/01/05 : POLITIS : Altermondialistes : les sujets qui fâchent

Pour ce qui est des éditos, Claude Marty dans Le Monde Economie du 25 janvier, Patrick Sabatier dans Libération du 26 janvier, Bernard Guez dans le Figaro économique, Jean Marc Vittori, Françoise Crougniau ont ainsi produit un éditorial sur le sujet.

Sans pouvoir conclure de manière absolue, au succès médiatique du thème de l'altermondialisme, il semble que les médias accordent à cette question, tant d'un point de vue matériel que symbolique un intérêt. Cet intérêt est d'autant plus fort qu'il est associé de manière caricaturale à des événements « initiés » par les acteurs du mouvement eux-mêmes. Dans ce sens, les événements « altermondialistes » -principalement les contre-sommets et les forums sociaux - sont désormais devenus – si l'on suit la typologie établie par Moloch et Lester (1996) - des événements de « routine », dans lesquels ce sont les sources qui permettent à l'événement d'entrer dans l'espace public. Si l'on suit par exemple sur une année (2003) dans les principaux journaux français, le nombre d'articles contenant une fois au moins le terme « altermondialisme », « altermondialisation », on constate que les mois où ces articles sont les plus nombreux correspondent à des événements initiés par le mouvement lui-même. Pour tous les journaux, c'est par exemple à l'occasion du Forum Social Européen de Paris que la proportion d'articles consacrés à ce thème est la plus importante.

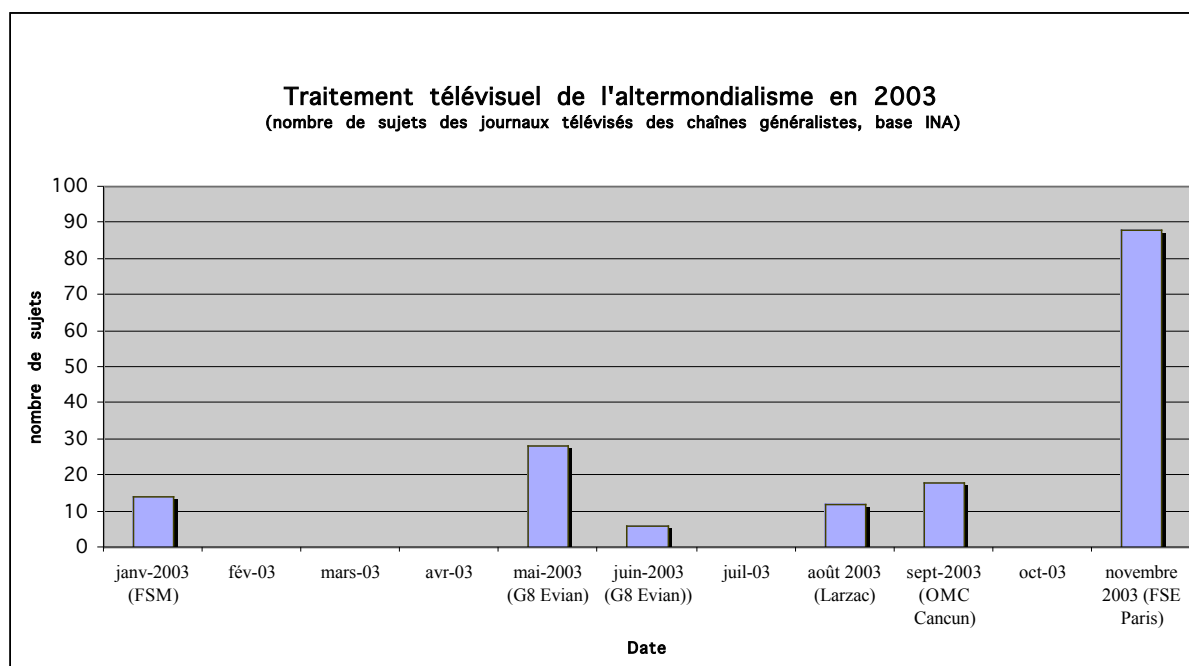
	LE MONDE	LIBERATION	AUJOURD'HUI LE PARISIEN	Les Echos	Le FIGARO
Janvier	7 (2%)	7 (2%)	1 (2%)	1 (1,6%)	1 (1,36%)
Février	6 (1,8)	6 (2%)	0 (0%)	0	0 (0%)
Mars	7 (2%)	2 (0,6)	0 (0%)	1 (1,6%)	0 (0%)
Avril	4 (1,2)	7 (2%)	0 (0%)	0	0 (0%)
Mai	24 (7,3%)	21 (6 %)	2 (4%)	1 (1, 6%)	3 (4%)
Juin	32 (9,6%)	28 (8,4%)	2 (4%)	0	7 (9,52)
Juillet	10 (3%)	13 (4%)	0 (0%)	0	2 (2,7 %)
Août	52 (15,6%)	49 (15%)	6 (12%)	10 (15,6%)	27 (36,72)
Septembre	43 (12,9%)	24 (7%)	9 (18%)	6 (9,4%)	17 (23%)
Octobre	33 (9,9%)	32 (10%)	4 (8%)	3 (4,7%)	12 (16,3)
Novembre	92 (27,6)	112 (34%)	21 (42%)	42 (65%)	38 (51,6)
Décembre	29 (8,7%)	20 (6,2)	6 (12%)	0	6 (8%)
TOTAL	339 (100 %)	321 (100%)	51 (100%)	64 (100%)	136 (100%)

Le contre-sommet du G8 à Evian/Annemasse fin mai début juin est aussi très largement traité tout comme les rencontres de Millau du mois d'Août (2003) et de Cancun en septembre (voir la chronologie en annexe). On se trouve donc dans une configuration où l'agenda médiatique semble largement dépendant de l'agenda des sources. De fait, ces événements apparaissent comme des événements qu'on ne peut pas ne pas traiter, en quelque sorte comme s'imposant d'eux-mêmes et ce, au-delà des clivages « idéologiques » censés départager les principaux

titres de la presse française. En effet, par-delà les clivages « politiques » expliquant l'étendue de la couverture, la répartition en pourcentage d'article reste à peu près équivalente (entre la moitié et un tiers des articles sont produits durant le mois de novembre à l'occasion du FSE). Le principe de non-dépassement par la concurrence interdit ainsi de passer sous silence des événements dont tout le monde parle. Il faut souligner que c'est justement ce principe qui conduit aux dénonciations de suivisme dont feraient preuve les journalistes en traitant des sujets que traitent leurs confrères.

Si l'on compare, à une échelle plus courte la chronologie d'un événement – comme le Forum Social Mondial de 2005 à Porto Alegre, on constate cette même coïncidence entre la temporalité de l'événement et celle des médias. Le sujet apparaît en effet au alentour du 24 janvier 2005 (au moment nous y reviendrons de l'ouverture du FEM de Davos) et sort des journaux le 1<sup>er</sup> février.

Cette tendance est encore plus remarquable à la télévision. En effet, lorsqu'on cherche pour l'année 2003, sur la base de données des journaux TV des chaînes généralistes de l'INA, les reportages comportant le terme « altermondialiste », « altermondialisme », ou « altermondialisation » les pics de traitement correspondent à des événements initiés par le mouvement lui-même (FSM, Contre sommet G8, Larzac 2003, Contre sommet de Cancun et bien sûr le FSE). Aucun sujet comportant ces différents termes n'a pu être repéré en dehors de ces périodes !



D'autres indicateurs peuvent être évoqués pour montrer comment le traitement médiatique de l'altermondialisme semble être, en France, fortement imprégné par les significations que lui confèrent les militants. Il est par exemple tout à fait significatif de constater, que les chronologies journalistiques et militantes habituellement diffusées se rejoignent largement pour considérer que les manifestations de Seattle représentent le moment fondateur de la mobilisation, chronologie par ailleurs largement contestable (AGRIKOLIANSKY, FILLIEULE, MAYER, 2005). Ainsi la chronologie du mouvement telle qu'elle est décrite par les journalistes (QUINIO, LOSSON 2002) correspond à celle rapportée par les acteurs « autorisés » du mouvement (AGUITON (2001) ; BARLOW & CLARKE 2002). De même

Jean Gabriel Contamin (2005) montre à partir du dépouillement des sites Internet de *Libération* et du *Monde* que l'apparition du terme anti-mondialisation date de 1999, date à laquelle se déroula la manifestation américaine. On pourrait de la même manière analyser la transfiguration du vocabulaire « antimondialisation » en « altermondialisation » qui s'impose aujourd'hui dans les journaux comme d'ailleurs dans la recherche (Jean Gabriel Contamin date les premières apparitions du terme altermondialisation en 2002).

Quelles que soient leurs limites, les indicateurs montrent qu'il existe une forte convergence entre les conceptions médiatiques et militantes de l'altermondialisme, de son histoire et surtout de ce qui constitue un « événement ». On se situe alors dans une configuration d'événement de routine ou l'agenda médiatique « colle » à l'agenda militant. Ainsi, et si l'on se place du point de vue des principes d'excellence professionnelle des journalistes, ce n'est pas tant le manque d'intérêt pour le mouvement altermondialiste qu'on peut leur reprocher, mais plutôt de perdre l'initiative lorsqu'il s'agit d'en traiter et d'être soumis et dépendants de leurs sources et de la définition qu'elles cherchent à imposer d'un événement. Si les journalistes semblent ainsi avoir perdu l'initiative dans ce qui relève de la définition de ce qui constitue un événement « publicisable », ils gardent cependant la capacité de décrire ce mouvement et surtout de l'évaluer.

## L'ÉVALUATION NÉGATIVE DU MOUVEMENT OU COMMENT GÉRER DES ZONES D'INCERTITUDES ?

L'évaluation de la qualité du traitement médiatique d'une question est une opération complexe puisqu'il est plus difficile encore que pour l'étendue de la couverture médiatique de mettre en place d'indicateurs non contestables. Au sein des mouvements sociaux eux-mêmes, les acteurs ne sont pas tous d'accord pour dire ce qu'est « être bien ou mal traité par les médias ». Entre ceux qui entretiennent des relations avec les journalistes et qui participent même à la mise en œuvre de stratégie de communication et ceux qui prônent l'abandon de toutes relations avec les médias « mainstream », le spectre des critiques est large<sup>14</sup>. Certaines se fondent sur le non respect par les journalistes des règles professionnelles, d'autres – et c'est notamment le cas de ceux qui s'inscrivent dans le registre défini par Cardon et Granjeon (2003) de critique perspectiviste où expressiviste (2005), vont jusqu'à rejeter ces règles. Dans les travaux académiques, les biais de description sont souvent définis par l'existence d'un décalage entre le message porté par les protestataires et celui qui est rapporté par la presse (GITLIN 1980; McCARTHY et alii 1996, 2001). Dans le monde militant, les dénonciations visent principalement le caractère spectaculaire des récits journalistiques rapportant les faits relatifs au mouvement. Les journaux sont par exemple accusés de se focaliser sur les violences des contre-sommets davantage que sur le contenu des débats des forums sociaux. Cette critique est celle du sensationnalisme ou du superficialisme. Le traitement des contre-sommets n'échappe guère à cette approche et « la criminalisation » du mouvement est parfois opérée. L'image médiatique donnée du mouvement altermondialiste serait forcément mauvaise<sup>15</sup>. Aussi, plutôt que de s'engager dans l'élaboration

---

<sup>14</sup> Dans l'ouvrage de Samizdat.net sur Gène (2002), on trouve une palette diversifiée des attitudes à l'égard des médias et des journalistes, tantôt présentés comme les garants de la démocratie, voir de l'intégrité physique des manifestants (p. 31), victimes eux-mêmes des violences policières (p.121) tantôt comme des « journalutes » cherchant à « agresser » le mouvement (p. 198) voire à le diviser (p. 29).

<sup>15</sup> C'est ce que montre notamment Omar Odermatt dans le mémoire qu'il consacre au traitement médiatique du contre sommet du G8 en 2003 (ODERMATT 2004)

d'indicateurs forcément contestable, nous avons cherché à cerner quels étaient les « angles » choisis par les journalistes pour traiter des mouvements altermondialistes. Là encore, les bases de données Internet permettent désormais de tester à quoi est principalement associé l'altermondialisme dans les principaux journaux français. Pour ce faire, nous avons arbitrairement retenu une liste de 15 termes que nous avons testés à partir de l'entrée « altermondialiste ».

Pour l'ensemble des quatre titres déjà évoqués, quelques tendances lourdes - souvent évidentes, mais objectivées par l'opération de comptage - se dégagent :

- Ce mouvement est d'abord perçu comme un mouvement « politique » : puisque le terme qui est le plus associé à celui d'altermondialiste est un qualificateur de position dans l'espace politique : celui de « gauche » (42% du total des articles parus dans les quatre quotidiens associent « altermondialiste » à « gauche »). Le vocabulaire renvoie plus largement aux organisations partisans : près de 30% des articles associent ainsi altermondialiste et PS (Parti socialiste) et 15% « altermondialiste » et « LCR » (Ligue communiste révolutionnaire).
- Le mouvement est ensuite décrit, comme nous l'avions montré dans notre travail consacré au FSE, comme un mouvement de « jeunes » et un mouvement associé à l'Europe (28% des articles associent « altermondialiste » et Europe et 20% associent jeune et altermondialisme). 7% des articles font par ailleurs référence à la « fête ». Une analyse plus rigoureuse des articles produit à l'occasion du FSE confirme ainsi la tendance, qui conduit à décrire ce mouvement comme un mouvement jeune européen et festif ce qui nous y reviendrons conduit (paradoxalement) à une dépolitisation de ce sujet.

	Le MONDE (Total des articles = 290)	LIBERATION (Total des articles = 173)	Le PARISIEN (Total des articles = 41)	Le FIGARO (Total des articles = 103)	TOTAL (607 articles)
Gauche	100	80	9	75	264
Attac	90	43	9	48	190
Europe	85	40	14	36	175
PS	53	57	13	50	173
José Bové	72	47	9	39	167
Syndicat	107	11	6	10	134
Jeune	88	16	13	5	122
LCR	26	25	6	30	87
Violence	31	22	0	10	63
Police	34	13	1	3	51
Fête	17	9	3	13	42
Pacifiste	10	3	0	0	13
Festif	5	2	1	0	8
Lacrymogène	4	0	0	1	5
Casseur(s)	3	0	0	0	3

- Le mouvement est en troisième lieu un mouvement « incarné » dans des individus ou des organisations puisque 30 % des articles produits l'associe à ATTAC et près de 27% à José Bové.
- S'agissant de la violence, ce thème reste assez marginalement associé à l'altermondialisme puisque seulement 10% du total des articles associent ces deux

termes dans la presse nationale. Les termes « lacrymogènes » et « casseurs » choisis parce qu'ils constituent des items pouvant faire référence à des actes violents sont eux aussi très marginaux (moins de 1% du total des articles traitant de l'altermondialisme contiennent les termes « lacrymogènes » ou « casseurs »).

Les prises choisies par les journalistes pour traiter du mouvement altermondialiste peuvent s'analyser comme un retour aux catégories déjà établies de l'entendement journalistique à savoir un mouvement politique situé sur l'axe traditionnel gauche/droite et un mouvement personnalisé incarné par des individus ou des organisations. Dans le même temps, le sujet permet d'introduire dans la politique des thématiques « alternatives » comme l'Europe (mais une Europe qui n'est ni une Europe institutionnelle – celle des accrédités à Bruxelles – ni une Europe financière – réservée aux journalistes économiques) mais une Europe de la fête et de la jeunesse. Ce mode alternatif de traitement du politique peut s'analyser comme une stratégie de distinction dans le monde concurrentiel de la presse (« il faut trouver des angles originaux »). Il peut aussi si on l'analyse en détail renvoyer à un « marronnier » journalistique que serait par exemple le thème de « la crise de la représentation » (NEVEU 1992). La question de la politisation, au sens de son inscription dans des catégories établies du politique du mouvement est donc ambivalente. Ce qui domine c'est bien entendu un traitement politique du sujet, mais qui n'est pas univoque.

Si l'on compare ces « prises » aux discours « officiels » du mouvement comme, par exemple, les règles des forum sociaux édictées par la charte de Porto Alegre qui exclut de son organisation les partis politiques et interdit tout porte parole, on constate un décalage effectif entre le message du mouvement et l'image qui en est donné dans la presse.

Au-delà du constat de décalage entre discours médiatique et militant, on peut penser que le surgissement dans l'espace public d'événements de ce type (imposés par les sources, on l'a dit) crée chez les journalistes des zones d'incertitude qu'il s'agit à la fois de combler en inscrivant ces événements dans le déjà vu et de préserver en partie pour faire montre de sa capacité à anticiper et à expliciter l'événement (CROZIER 1977).

La gestion de ces incertitudes face aux mouvements, que nous pourrions ici retraduire par la difficulté à le saisir et à rendre compte passe aussi comme nous l'avons montré dans l'analyse du traitement médiatique du FSE par le déploiement de dispositifs pratiques – et routiniers de collecte et de restitution de l'information. Ainsi, au regard des règles professionnelles, un bon journaliste sera aussi celui qui sait expliquer les choses, dans des formats adaptés, dans un temps qui correspond à celui du bouclage. Il publiera une information vérifiée et recoupée, d'où l'importance de son carnet d'adresse et du degré de confiance qu'il accorde à ses sources. On explique ainsi l'usage de l'infographie (nous y reviendrons) mais aussi le fait que soient majoritairement mentionnées dans les papiers les sources considérées comme les plus sûres « professionnellement » que sont les leaders politiques ou syndicaux, ceux d'Attac ou José Bové. Les journalistes que nous avons rencontrés insistent ainsi sur l'importance de leur carnet d'adresse et sur les liens de confiance qu'ils ont établis en amont de l'événement. C'est le cas de cette journaliste des syndicats et de l'extrême gauche dans son journal :

**Q : Vous avez plutôt travaillé avec l'organisation du FSE ou avec vos informateurs habituels**

Avec mes informateurs habituels ... Bon moi je suis habituée à travailler depuis un bout de temps avec des gens dont j'ai totale confiance enfin ça fonctionne beaucoup comme ça dans le métier c'est-à-dire vous avait un réseau que vous avez mis à l'épreuve ...

**Q : Donc les permanents, le service de presse vous n'alliez pas les voir ?**

Non je n'y suis pas allée parce que j'avais passé des coup de fil avant je savais ce que je voulais savoir non ... en plus ... il y avait Sophie Zafari ... il y avait Kalfa

**Q : Donc vous avez plutôt travaillé de cette manière ... alors que les moyens mis à disposition étaient très importants ... il y avait deux attachés de presse, une salle de presse ...**

Bon la ... non c'est pas une question de défiance ou quoi mais c'est une question d'habitude ... bon moi il y a certaines personnes avec qui je travaille depuis 10 ans. On est comme les vieux couples c'est-à-dire qu'on sait pertinemment quand est-ce qu'on se ment mutuellement donc on peut plus se mentir on se connaît trop. Bon il y a des choses que je sais qu'ils ne me diront pas mais j'arriverai, parce que je les pratique depuis longtemps, à capter quand ils ne savent pas et quand il ne veulent pas me dire. Voilà donc c'est vrai c'est ... c'est plus simple on travaille beaucoup comme ça ... bon alors on élargit ses réseaux au fur et à mesure mais c'est vrai qu'on teste ses réseaux en permanence. et vous avez des gens dont vous savez que c'est des informateurs fiables parce que vous les avez déjà testé plusieurs fois sur des trucs ... fiable c'est-à-dire non pas qui vous diront forcément toute la vérité rien que la vérité mais dont vous serez capable de déceler quand ... vous réduisez le risque de vous faire entuber ... de vous faire refiler de mauvaise infos ... voilà

C'est donc moins à un processus de déformation de la réalité par les journalistes auquel on assiste mais plutôt, aux efforts des journalistes pour tenter, face à l'incertitude provoquée par un sujet aussi complexe et difficilement saisissable que l'altermondialisme, de se conformer aux règles dominantes de leur profession.

## CO-CONSTRUCTION MÉDIATIQUE DE LA RÉALITÉ SOCIALE ET SOCIOLOGIE DE LA PROFESSION JOURNALISTIQUE : QUELQUE PISTES DE RÉFLEXION.

Il ne s'agit pas pour le moment de conclure à partir de ces données, même si celles-ci ont au moins le mérite de remettre en cause une hypothèse politiquement recevable, bien que scientifiquement contestable : celle du « complot » médiatique. Il s'agit de revenir à une réflexion qui ne présuppose pas que les journalistes construisent (mal) la réalité des mouvements sociaux, mais qui prend pour point de départ l'hypothèse selon laquelle cette réalité est le produit d'une co-construction dont les journalistes ne sont que des acteurs parmi d'autres. En ce sens, on ne peut pas appréhender le travail journalistique comme entièrement coupé des événements protestataires ; comme n'intervenant qu'*a posteriori* comme un filtre déformant. À l'inverse, une hypothèse intéressante ne concernerait-elle pas l'analyse des relations et des interactions qui lient journalistes et protestataires dans le processus de production du sens de l'événement ? Ne serait-ce d'ailleurs pas un moyen d'observer non seulement ce que les médias font aux mouvements sociaux, mais aussi ce que les mouvements sociaux font aux médias et aux logiques du travail journalistique ? N'aurait-on pas, d'une manière plus générale, intérêt à déplacer le regard des effets déformant du prisme médiatique à une sociologie plus fine des logiques du travail journalistique, qui sont justement au principe des modalités de traitement de la réalité sociale ?

En ce sens, à propos d'abord de la convergence entre les représentations que les médias donnent du mouvement et les images que les protagonistes des mouvements cherchent à diffuser, plusieurs pistes d'analyse méritent d'être explorées.

Les premières portent sur la vision du monde partagée par les journalistes et les militants et sur les affinités électives qui existent entre ces deux milieux. Comme l'a montré Dominique Marchetti à propos d'Act-Up (MARCHETTI 1996), et comme le laisse penser les premiers résultats de notre travail sur les journalistes se spécialisant sur l'altermondialisme, il existe effectivement des liens de proximité entre ces professionnels et leur sujet. Cette proximité, cette « homologie structurale » entre les journalistes et leur sujet, a largement été étudiée notamment à propos des spécialités « thématiques » dans la presse, comme le social (LEVEQUE 2000), l'Europe (BAISNEE 2000) ou le monde paysan (MARESCA 1983) par exemple. Ces liens s'expliquent aussi plus globalement par les transformations que connaît le recrutement des journalistes français ces dernières années (CRAP/IEP de Rennes 2001 ;

DEVILLARD et alii 2001) : élévation du niveau scolaire, des connaissances des sciences sociales, et plus largement de la familiarité à la culture oppositionnelle des années 60 (SCHUDSON 1978, LEMIEUX 2001) qui facilite l'adoption d'une vision « critique » de la réalité sociale. Ces tendances dans le recrutement professionnel facilitent la relation avec les militants altermondialistes appartenant eux aussi à ces mêmes catégories (GOBILLE 2005). Elles permettent, faudrait-il ajouter, la rencontre avec ceux, qui dans le monde militant ont investi la communication et qui partagent souvent les mêmes valeurs et le même parcours scolaire (NEVEU 1998).

Cette proximité que l'on retrouve souvent explicitée dans les entretiens, fait peser sur ces journalistes des soupçons de collusion né du manque de distanciation qu'elle induit entre journalistes et sources d'information. Elle constitue aussi à l'intérieur de la profession une ressource très importante.

**Q : Comment vous êtes vous intéressé au mouvement alter ?**

Moi j'ai commencé à Gène parce que simplement je connais bien l'Italie. Je parle Italien, j'ai vécu un an à Bologne et je voyais venir le G8 de Gène dans une relative indifférence de la rédaction. On y serait allé pour suivre de l'intérieur le sommet des chefs d'état du G8 mais moi je voyais par des contacts et par la lecture des journaux italiens, par des copains à Paris qui s'apprétaient à partir et notamment les gens de Samizdat, ceux qui étaient proches des mouvement de désobéissance Italien ou du moins qui l'étaient à l'époque. Ils se préparaient à y aller et moi aussi je voulais y aller. (Entretien journaliste quotidien national, 3 mai 2004)

**Q : Vous connaissez l'Italie ?**

Je parle italien, j'ai un peu vécu en Italie dans ma jeunesse et il se trouve que il y a très très longtemps non il n'y a pas si longtemps que ça mais enfin maintenant il y a assez longtemps il y a un type qui s'appelle X qui bon ensuite a été fondateur de Tute Bianche avec Luca Casarini et qui maintenant aujourd'hui est revenu en France et il se trouve qu'à une époque X et moi avons milité dans le même groupe anarchiste et donc voilà on se connaît très très bien et ... en fait c'était un peu la même bande qui étaient très italianisant qui allait beaucoup en Italie ... donc je connais bien l'Italie et l'Espagne et c'est vrai que le mouvement altermondialiste est très différent du mouvement français ... bon moi j'adore l'Espagne et c'est vrai que je suis assez étonnée le mouvement altermondialiste n'a rien à voir avec la France. (Entretien journaliste quotidien national 10 mai 2004)

À l'image des journalistes sociaux stigmatisés comme militants et qui feront de leur militantisme un gage de compétence professionnelle (LEVEQUE 2000), les journalistes spécialistes des mouvements altermondialistes font de leur connaissance d'un milieu jusqu'alors mal connu, aux contours flous, un moyen d'affirmer leur propre légitimité professionnelle. L'affirmation d'une telle légitimité est par ailleurs rendue possible et en même temps facilitée par le double positionnement de certains d'entre eux dans d'autres espaces que l'espace journalistique lui-même, comme le monde universitaire (par la participation à des colloques sur ce thème par exemple), à l'univers de l'édition (par la publication d'ouvrage) ou tout simplement à l'espace du militantisme.

Ainsi en se constituant une « spécialité » – et en luttant pour sa reconnaissance – les journalistes se positionnent sur le registre de « l'expertise critique » (PADIOLEAU 1976) qui permet de gommer la dimension la plus « militante » de leur identité en investissant le registre de l'expertise comme fondement de leur posture critique et distanciée, légitimement admise dans la profession journalistique. Ce positionnement se lit aussi dans certains des dispositifs utilisés pour décrire le mouvement « alter » et notamment la multiplication de formats « pédagogiques » comme l'infographie ou « les abécédaires ».

Il faudrait ajouter à titre d'hypothèse que le traitement médiatique de l'altermondialisme, et les relations que ce traitement induit avec certains acteurs situés hors de l'espace journalistique, rend possible la valorisation à un moment donné d'un modèle alternatif d'excellence professionnelle et notamment la défense d'un journalisme plus « civique » et

engagé, modèle qui semble aujourd'hui dévalué (LEMIEUX 2001). Comme l'a montré P. Riutort, les journalistes économiques des années 50/60 ont pu, en s'appuyant sur des acteurs appartenant à d'autres secteurs de l'espace social comme « les modernisateurs de l'espace politique et administratif », subvertir pour un temps les modèles d'excellence du journalisme économique et imposer une vision keynésienne de l'économie (RIUTORT 2000). De la même manière, les journalistes traitant de l'altermondialisme reconnaissent et s'appuient sur les discours critiques formulés dans l'espace militant pour tenter de subvertir certaines règles actuelles de fonctionnement du champ journalistique.

Il faudrait ajouter que ces stratégies de distinction prennent aussi, et surtout, sens dans le cadre de cet espace largement concurrentiel qu'est la rédaction de chaque journal. Ainsi, comme l'ont montré à propos des journalistes de l'AFP, Eric Lagneau et Pierre Lefébure, la division du travail journalistique peut être à l'occasion d'un événement comme les grèves de Vilvoorde (LAGNEAU, LEFEBURE 2001,2002) de bouleverser le monopole de certains « rubricards ». Vilvoorde fut ainsi l'occasion pour les journalistes du service social d'aborder les questions européennes jusqu'alors monopolisées par les journalistes des services économiques ou les accrédités auprès des institutions européennes. Toute chose étant différente par ailleurs, un événement comme le FSE de Paris a permis aux journalistes politiques de traiter de l'Europe autrement, notamment on l'a montré à travers sa dimension « festive » et « jeune » (LEVEQUE 2005).

Mais la concordance des représentations journalistiques et militantes de ce qui relève de l'événement altermondialiste trouve aussi des explications dans les contraintes propres au travail journalistique et aux tensions qu'elles génèrent.

L'intérêt que représente l'altermondialisme pour les journalistes – et hors des conditions que nous venons d'explicitier – s'explique sans aucun doute par la « nouveauté » du thème et la nécessité dans un espace fortement concurrentiel de produire des informations originales et qui font vendre. Le fait que certains événements altermondialistes, comme les contre-sommets, puissent être traités sous un angle spectaculaire, notamment du fait des violences qui les ponctuent, n'est sans doute pas étranger à son succès médiatique. L'image de jeunes protestataires masqués et de noir vêtus détruisant des symboles du capitalisme, a sans doute paradoxalement contribué à « vendre » l'altermondialisme. Il ne faut cependant pas oublier que les espaces que constituent les forums sociaux et dans une moindre mesure, les contre-sommets facilitent de tous les points de vue le travail journalistique : le recueil des informations se fait dans un temps relativement limité et dans un espace circonscrit, elles peuvent facilement être recoupées et vérifiées et, surtout, les journalistes peuvent facilement faire respecter la règle de la polyphonie en faisant parler différents acteurs du mouvement et ceux qui s'y opposent (policier, adversaire politique du mouvement etc.). Les contre-sommets qui placent en miroir les protestataires et leur(s) cible(s), constituent de ce point de vue une forme idéale-typique. On notera, aussi dans un autre registre, qu'au cours du dernier FSM du mois de janvier 2005 le parallèle entre Davos et Porto Alegre a constitué la trame du traitement par la presse française de l'événement permettant alors de faire montre du caractère pluraliste de l'information. Libération avait ainsi « inventé » pour l'occasion un logo « Davos Porto Alegre » et les Echos ont reproduit deux jours de suite un carnet voyage d'abord à Davos, puis à Porto Alegre.

Il faudrait ajouter ici, que l'intérêt pour ce thème va aussi permettre d'augmenter les revenus et la diffusion de certains journaux, soit par la vente au numéro, soit par la publicité. Les altermondialistes, population jeune à haut capital culturel, représente, pour certains supports, une cible privilégiée en terme de lectorat. La stratégie publicitaire du *Nouvel Observateur* lors du Forum Social Européen de Saint Denis est symptomatique de l'intérêt de ce journal pour ce lectorat potentiel que représentent les participants au forum. Pour *L'Humanité*, le fait de



publier un supplément spécial FSE a permis non seulement d'augmenter les ventes mais aussi de générer des recettes publicitaires puisque les villes et les collectivités locales co-organisatrices de l'événement ont acheté des pages de publicité dans ce supplément.

Les considérations d'ordre commercial n'épuisent pas l'analyse et rentrent d'ailleurs très peu dans les arguments mobilisés par les journalistes pour justifier la couverture des « événements alters »<sup>16</sup>. Le traitement différentiel d'un événement s'explique aussi dans des stratégies identitaires propres à chaque titre. Comme nous l'avions évoquée dans un article précédent (LEVEQUE 2005), le traitement médiatique du FSE par les journaux situés à « gauche », mais qui traversent une période de crise dans un espace médiatique où domine une définition a-politique de l'excellence, permet d'affirmer ou de réaffirmer un créneau « éditorial ». Consacrer tant de place au FSE pour un journal comme *Libération*, c'est aussi rappeler que *Libération* est un journal de gauche...

Pour finir, on peut souligner qu'il ne s'agit pas ici de dédouaner les journalistes, mais simplement de souligner qu'une critique efficace du travail journalistique passe par une compréhension des logiques et des règles qu'ils s'imposent. D'une certaine façon, pour critiquer les effets des médias, il faut se détourner de la question des effets pour se concentrer sur les logiques qui sont au principe de la (co)production des informations. On peut suggérer du même coup que si les critiques évoquées ici ne sont sans doute pas les plus intellectuellement satisfaisantes, elles risquent aussi de rater leur cible. De fait, et comme le souligne D. Cardon et F. Granjeon (2003) les médias alternatifs, en s'affranchissant des contraintes habituelles des professionnels des médias hypothèquent du même coup, les conditions de réception de leurs critiques dans le champ journalistique : car l'information qu'ils produisent ne répond pas aux règles pratiques et aux valeurs professionnelles qui guident les journalistes au travail.

---

<sup>16</sup> Et bien que cet argument ne soit pas central dans le discours des journalistes, l'intérêt pour l'altmondialisme est parfois justifié – certes de manière non exclusive - par des arguments commerciaux. :

La couverture de *Titre du journal* a été exceptionnelle durant le FSE pourquoi ?

Euh c'est un choix commercialo-politique, c'est à dire qu'on partait de présupposés pour connaître à peu près ce public là - qu'il y a beaucoup de nos lecteurs qui sont là dedans ... (Propos recueilli par Marie Merganck et Marie Verliac dans le cadre d'un mémoire réalisé pour le séminaire de Communication sociale du DESS Communication politique et social de Paris I, promotion 2004)

## BIBLIOGRAPHIE

- AGRIKOLIANSKY (E.) FILLIEULE (O.) MAYER (N.) (2005), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.
- AGRIKOLIANSKY (E.) SOMMIER (I.) dir., (2005) *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute.
- BOURDIEU (P.) (1996 a.), *Sur la télévision*. Paris, Le Seuil, Collection « Liber ».
- BOURDIEU (P.) (1996 b.), « La télévision peut-elle critiquer la télévision. Analyse d'un passage à l'antenne », *Le Monde diplomatique*, avril.
- AGUITON (C.) (2003), *Le monde nous appartient. Les acteurs d'une autre mondialisation*, Paris, Plon.
- BARLOW (M.) CLARKE (T.) (2002), *La bataille de Seattle. Société civiles contre mondialisation marchande*, Paris, Fayard.
- BEYELER (M.), HUBSCHER (E.) (2003), « Public Opinion, Media and Protest against the World Economics Forum », Communication au Colloque AFSP/CRPS/CURAP/CREDEP , *Les mobilisation altermondialistes*, 3-5 Décembre.
- CARDON (D.) GRANGEON (F.), (2003) « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement altermondialisation et l'internet », *Mouvements*, 25, janvier/février.
- CARDON (D.) GRANJEON (F.), (2005), « Médias alternatifs, médias activistes » in AGRIKOLIANSKY (E.) FILLIEULE (O.) MAYER (N.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.
- CHAMPAGNE (P.), « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52
- CONTAMIN (JG), (2005) « Les grèves de décembre 1995. : un moment fondateur ? », in AGRIKOLIANSKY (E.) FILLIEULE (O.) MAYER (N.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion
- CRAFT(S.), WANTA (W.), (2004), « Women in the newroom : influence of female Editor and Reporter on the Medias Agenda », *J&MC Quarterly*, vol 81, n°1
- CRAP (2001), *Devenir Journalistes*, Paris, La documentation française.
- CROZIER (M.), (1977) *L'acteur et le système*, Paris, le Seuil.
- DERVILLE (G.) (1997), « Le combat singulier Green-peace SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », *Revue Française de Science politique*, n°47.
- DEVILLARD (V.) LAFOSSE (MF), LETEINTURIER (C.), RIEFFEL (R.), *Les journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profil et parcours*, Paris, Editions du Panthéon Assas.
- DUCHESNE (F.), VAKALOULIS (M.) (2003), *Médias et luttes sociales*, Paris, Edition de l'atelier.
- DUYVENDAK (J.-W.), 1994, *Le poids du politique*, Paris, L'Harmattan.
- FILLIEULE (O.) (2003) « France », in ROOTES (C.), *Environmental Protest in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press.

- GAMSON (W.A), MODIGLIANI (A.), (1989) , « Media discourse and Public Opinion on Nuclear Power : a Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, vol 95, number 1 (July 1-37)
- GERSTLE (J.) (2004) , *La communication politique*, Paris, Armand Colin
- GITLIN (T.) (1980), *The whole world is watching. Mass Media and the Making and Unmaking the New Left*, Berkley, University of California press.
- GOBILLE (B.) UYSAL (A.), (2005), « Cosmopolites et enracinés », in AGRIKOLIANSKY (E.) SOMMIER (I.) dir. *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute
- HALL (S.) eds (1978), *Policing the crisis*, Londres, Macmillan
- JUHEM (P.) (1999), « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS racisme », *Réseaux*, vol 17, n°98
- LAGNEAU (E.), LEFEBURE (P.) (2001), « Les mobilisations protestataires comme interactions entre acteurs sociaux et journalistes », in GERSTLE (J.), (dir.), *Les effets de l'information en politique*, Paris, L'Harmattan
- LAGNEAU (E.), LEFEBURE (P.) (2002), « Les journalistes face à l'enjeu européen : journalistes sociaux et journalistes accrédités auprès des institutions européennes dans la couverture sociale de Renaud Vilvoorde », in GEORGAKAKIS (D.) dir, *L'Europe sur le métier : acteurs et professionnalisation de l'union européenne*, PUS
- LAVIE (A.), LEHMAN-WILZIG (S.) (2003), « Whose News ? Does Gender Determine the Editorial Product ? », *European Journal of Communication*, vol 18 (1), (5-29)
- LE GRIGNOU (B.) (2003) , *Du côté du public. Usages et réceptions de la télévision*, Paris, Economica, Coll. Etudes Politiques
- LEMIEUX (C.) (2000) *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié
- LEMIEUX (C.) (2001), « Les formats de l'égalitarisme. Transformations et limites de la figure du journalisme-justicier dans la France contemporaine », *Quaderni* n°45, automne.
- LEMIEUX (C.) (2004), « Contraintes du travail journalistique et affaires de dopages : pour une approche sociologique », , *Questions de communication*, hors série n°1, « Dire le dopage », p. 39-55.
- LEMIEUX (C.) (2005), « Autorités plurielles : le cas des journalistes », *Esprit*, n°3-4, Mars Avril
- LEVEQUE (S.) (2000), *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, PUR
- LEVEQUE (S.) (2005), « Usages croisés d'un événement médiatique » in AGRIKOLIANSKY (E.) SOMMIER (I.) dir., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute
- LEVEQUE (S.), (1999), « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformations du travail journalistique », *Réseaux*, vol 17, n°98
- LIPSKY (M.) (1968 « Protest as a Political Resource », *American Political Science Review*, 62, 1144-1158.

- LOSSON(C.), QUINION (P.) (2002), *Génération Seattle, les rebelles de la mondialisation*, Paris, Grasset
- MARCHETTI (D.) (1998) , « Une mobilisation médiatique et ses limites : Act-up Paris », in *La politique ailleurs*, Paris, CURAPP
- McCARTY (J.D), McPHAIL (C.), SMITH (J.), (1996), « Image of Protest : Dimension of Selection Bias in Media Coverage of Washington Demonstrations 1982 and 1991 », *American Sociological Review*, vol 61, n°3, (Jun 478-499)
- MOLOCH (H.) LESTER (M.) (1996), « Informer : une conduite délibérée : de l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, n°75
- MUELLER (C.), (1997), « International Press Coverage of East German Protest Events 1989 », *American Sociological Review*, vol 62, (October : 820-832)
- NEVEU (E.) (1992), « La dynamique des médias dans la construction sociale de la crise de la représentation », *L'Aquarium*, n°10
- NEVEU (E.) (1999), « Médias, Mouvements sociaux et espace public », *Réseaux*, vol 17, n°98
- NEVEU (E.) (2001), *Sociologie du journalisme*, Paris, La découverte
- NIVEN (D.) (2003) « Objective Evidence on Media Bias : Newspaper Coverage of Congressional Party Switcher », *J&MC Quarterly*, vol 80, n°2 (Summer 311-326)
- ODERMATT (O.) (2004) , *La construction symbolique du « mouvement altermondialiste »*, Mémoire de licence de science politique, Université de Lausanne, Octobre
- OLIVER (P.E), MANEY (G.M) (2000), « Polical Process and Local Newspaper Coverage of Portest Events : From Selection Bias to Triadic Interaction », *American Journal of Sociology*, volume 106, Number 2 (September 463-505)
- PADIOLEAU (JG) (1976), « Système d'interaction et rhétorique journalistique », *Sociologie du travail*, (3)
- RIUTORT (P.) (2000) « Le journalisme au service de l'économie », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 131-132, Mars
- RUCHT (D.), OHLEMACHER (T.), (1992) « Protest Events Data : Collection, Uses, and Perspectives » in DIANI (M), EYERMAN (R.) (ed.), *Studying Collective Action*, Newbury Park, Sage
- SAMIZDAT.NET (2001), *Gênes, 19-21 juillet 2001. Multitudes en marche contre l'empire*, Paris, Editions Reflex.
- SANCHEZ-JANKOWKI (M.) (1994) , « Les gang et la presse. La production d'un mythe national », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 101-102, mars 1994
- SMITH (J.), McCARTHY (J.), McPHAIL (C.), AUGUSTYN (B.), (2001), « From protest to Agenda Building : desription Bias in Media Coverage of Protest Event in Washington DC », *Social Forces*, 79,(4), 1397-1423
- SNYDER (D.), KELLY (W.R) (1977), « Conflict Intensity, Media Sensitivity and the Validity of Newspaper Data », *American Sociological Review*, vol 42, n°1 (Feb. 105-123)
- SZCZEPANSKI-HUILLERY (M.) 2005, « Les architectes de l'altermondialisme. Registre d'action et modalité d'engagement au Monde Diplomatique », in AGRIKOLIANSKY (E.)

FILLIEULE (O.) MAYER (N.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion

ZOCH (L.M), VANSLYKE TURK (J.) (1998), « Women Making News : Gender as Variable in Source Selection and Use », *J&MC Quarterly*, Vol 75, n°4, (Winter 762-775)

## ANNEXE

### RAPPEL DE LA CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX « ÉVÉNEMENTS » « ALTERMONDIALISTES » DE L'ANNÉE 2003

**Du 23 au 28 janvier** : Forum Social Mondial de Porto Alegre

**Du 1<sup>er</sup> au 3 juin** : Sommet du G8 à Evian /Contre Sommet à Annemasse et Genève

**Du 8 au 10 août 2003** : « Larzac 2003 »

**Du 10 septembre au 14 septembre** : Sommet OMC à Cancun au Mexique  
Contre sommet à Cancon « capitale de la noisette »  
<http://mdh.limoges.free.fr/support/cancon/>

**Du 12 au 16 novembre** : Deuxième Forum Social Européen à Paris, Saint-Denis, Ivry, Bobigny.